



ALLIANCE POUR L'AGROÉCOLOGIE EN AFRIQUE DE L'OUEST



RAPPORT FINAL

Bissau, du 10 au 13 Décembre 2022



Table des matières

I. Introduction	2
II. Déroulement du forum	3
2.1. La cérémonie d'ouverture	3
2.2. Les travaux de réflexions du forum	4
2.3. Table Principaux résultats des travaux du forum	5
III. Principales recommandations du forum	9
3.1. A l'endroit des organisations internationales et régionales (CEDEAO)	9
3.2. A l'endroit de nos Etats	9
3.3. A l'endroit de nos organisations paysannes, :	10
3.4. A l'endroit des Collectivités locales	12
IV. Engagements du forum	13
V. Cérémonie de clôture	14

I. Introduction

Le forum régional sur l'agroécologie s'est tenu du 10 au 13 décembre 2022 à Bissau en République de Guinée Bissau sous le thème : « quelle stratégie pour la promotion de l'agroécologie en Afrique de l'ouest ? » sous la présidence du Président de la République de Guinée Bissau, Président en exercice de la CEDEAO, son excellence Monsieur Umaru Sissoko Embaló. Le forum a été organisé dans un contexte de crises (alimentaire, climatique, socioéconomique...) dues notamment aux conflits armés au sahel, la guerre opposant la Russie à l'Ukraine et les effets des changements climatiques qui se posent de plus en plus avec acuité. Les conséquences qui en résultent, entre autres, la flambée des prix des produits alimentaires et des engrais mettent ainsi en lumière la fragilité du modèle agricole basé sur l'intensification avec les intrants chimiques importés et la nécessité de la mise à l'échelle des initiatives agroécologiques pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations ouest africaines.

Pour cela, le forum s'est fixé pour objectif global de partager les acquis et de réfléchir aux perspectives de promotion de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest (AO). Spécifiquement, le forum s'est fixé pour objectif de (i) de montrer les potentialités des pratiques agroécologiques et leur contribution à la gestion des crises actuelles en Afrique de l'Ouest ; de (ii) faire une analyse approfondie de la dynamique de la TAE afin d'identifier les acquis, les enjeux et les défis à relever pour renforcer la résilience des exploitations ASPH ; de (iii) de formuler des recommandations pour la mise à l'échelle de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest.

Pour atteindre ces objectifs, le forum a réuni 180 délégués provenant de 19 pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, membres d'organisations paysannes, de la société civile, représentants des services publics des Etats membres de la CEDEAO, partenaires techniques et financiers engagés dans la transition agroécologique.

Les quatre jours de réflexion ont permis aux participants (i) de partager, d'analyser les expériences réussies de la dynamique de la TA en cours en Afrique de l'Ouest, (ii) de tirer des leçons sur les cas de réussite et d'identifier les défis majeurs afin de mieux cerner les perspectives de mise à l'échelle de l'AE dans la région. Sur la base des conclusions des travaux et des recommandations, une note contributive à l'élaboration d'une stratégie de développement de l'agroécologie en Afrique de l'ouest sera produite pour la CEDEAO.





II. Déroulement du forum

2.1. La cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a connu cinq interventions. M. Alanso FATY, Président de la plateforme nationale de la Guinée Bissau, membre du ROPPA, premier à prendre la parole a souhaité la bienvenue aux différentes délégations et émis les vœux de conclusions pertinentes pour renforcer la résilience des dynamiques paysannes en cours en Afrique de l'ouest et particulièrement en Guinée Bissau car pour lui, dans le contexte actuel, l'agroécologie est la principale solution accessible aux exploitations familiales.

Pour le Président du Comité de pilotage de 3AO et Président du conseil d'administration du ROPPA, M. Ibrahima COULIBALY, la tenue du forum est très importante pour les organisations paysannes et tous les partenaires engagés dans la transition agroécologique. Et au regard de la diversité des participants, il ne doute pas de la qualité des conclusions qui sont attendues. Pour cela, il a salué la présence des partenaires techniques et financiers notamment la CEDEAO et a souhaité que le forum aboutisse à des propositions concrètes, réalistes et réalisable à soumettre au Président EMBALO afin qu'il puisse porter « le combat de l'agroécologie auprès de ses pairs de la CEDEAO ».

Pour le représentant de la CEDEAO en Guinée Bissau, M. Amadou BOLY, l'agroécologie présente un intérêt particulier pour son organisation car elle permettra de développer une agriculture durable et résiliente pour l'Afrique de l'Ouest, confrontée aux effets des changements climatiques et à l'indisponibilité des intrants chimiques. Il a réaffirmé la disponibilité de l'institution à accompagner les acteurs de la région dans la dynamique de la TA.

Pour M. le Ministre du Transport représentant le Ministre en charge de l'agriculture, l'intérêt de son pays pour l'agroécologie n'est plus à démontrer car elle constitue un levier pour accompagner les jeunes et les femmes dans la production agricole. Il se réjouit de l'organisation du forum dans son pays qui va certainement booster l'intérêt des producteurs et de leurs organisations à s'investir davantage dans la transition agroécologique.

Pour le Vice Premier Ministre de la Guinée Bissau représentant son excellence Umaru Sissoko Embalo, la pertinence de l'AE en tant que modèle durable de production durable ancestrale comme solution aux changements climatiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest est partagé par les différents acteurs de développement agrosylvopastorales et halieutiques. Il a félicité l'Alliance pour avoir choisi la Guinée Bissau comme terre d'accueil, avant de déclarer ouvert le forum régional sur l'agroécologie en Afrique de l'Ouest.

2.2. Les travaux de réflexions du forum

Afin de soutenir les conclusions et recommandations du forum, les travaux ont été structurés autour de cinq (5) sessions clés :

a. Une session de présentations introductives

Cette session a porté sur le cadrage du forum, réalisé par le président du comité de pilotage de 3AO ; la présentation de la CEDEAO sur sa politique et l'agroécologie en Afrique de l'Ouest ; la présentation des résultats de l'étude sur le programme décennal de développement de l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest, commanditée par la FAO ; la présentation d'autres initiatives au niveau international et la présentation de l'expérience de la DyTAES sur la territorialisation de la TAE

b. Une session bilan sur la mise en œuvre du plan d'action de 3AO et les leçons tirées

Cette session est dédiée au secrétariat de 3AO pour présenter les résultats des initiatives portées par les membres selon le plan d'action 2021- 2022 et de susciter des échanges pour une meilleure implication des membres dans la mise en œuvre des initiatives agroécologiques en Afrique de l'Ouest.

c. Une session de partage des expériences pratiques sur la TAE en Afrique de l'Ouest

La session de partage des expériences était prévue à travers cinq (5) ateliers thématiques pour mettre en relief les pratiques agroécologiques et leur contribution à la gestion des crises actuelles (alimentaire, climatiques, environnementale, économique, ...). Les ateliers ont porté sur la promotion des intrants agricoles durables (semences, biopesticides, biofertilisants) ; la production agrosylvopastorale et halieutique (ASPH) dans un contexte de crises multiples ; l'accès aux marchés des produits issus des systèmes agroécologiques ; la formation et l'installation des jeunes dans des systèmes agroécologiques et les politiques publiques sur l'agroécologie en Afrique de l'Ouest : acquis-avancées et défis.

d. Une session de partage de l'approche FRN (Farmer Research Network)
Cette session a permis McKnight Foundation de partager son expérience sur la recherche action paysanne menée au Burkina Faso, au Niger et au Mali.

e. Une session d'analyse et de définition d'orientations stratégiques pour le développement de l'AE en Afrique de l'Ouest

Cette session a été structurée autour des cinq (5) axes : (i) le soutien aux OP, organisations communautaires et de développement ; (ii) le développement de marchés territoriaux pour les productions agroécologiques ; (iii) le soutien à la co-innovation et l'échange de connaissances ; (iv) le développement de mécanismes de financement et moyens nécessaires à la transition agroécologique et le (v) le plaidoyer en faveur de l'agroécologie.

2.3. Principaux résultats des travaux du forum

Les échanges et discussions au cours des différentes sessions ont abouti aux constats, conclusions et recommandations ci-dessous :

Sur l'accès des EF aux intrants agricoles organiques (semences paysannes, biopesticides, biofertilisants)

FACTEUR DE RÉUSSITE	DÉFIS
<ul style="list-style-type: none"> ● La prise en compte des semences paysannes dans plusieurs traités et instruments internationaux comme le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIR-PAA), le Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes qui travaillent dans les zones rurales. ● Sur le terrain plusieurs variétés de semences paysannes sont produites et diffusées depuis plusieurs générations ● Des unités de production de biopesticides sont mises en place ● L'intérêt des producteurs aux biofertilisants et biopesticides 	<ul style="list-style-type: none"> ● Améliorer la disponibilité de la matière première pour la production des bio intrants ● Créer des unités de production pour soutenir les bassins de production ● Un travail concerté avec la recherche pour améliorer la qualité et l'efficacité des bio-intrants ; ● Réduire le monopole de la distribution des intrants auprès des Etats par les firmes transnationales ● Semences paysannes exclues du marché des semences ● Réglementations/politiques non favorables à l'expression des semences paysannes ● Disparition de certaines variétés de semences paysannes due aux conflits armés ● Manque de banques de gènes pour la sauvegarde des semences paysanne

Sur la production ASPH dans un contexte de crises multiples

FACTEUR DE RÉUSSITE	DÉFIS
<ul style="list-style-type: none"> ● La co-construction avec la recherche à partir des savoirs endogènes ● Le développement des actions collectives coordonnées à l'aide d'un mécanisme de suivi ● Le soutien financier à l'expérimentation des pratiques AE ● La diversité de pratiques agroécologiques développées et disséminées dans les différents pays en Afrique de l'Ouest ; ● La prise en compte de l'ensemble des secteurs agrosylvopastorales et halieutiques dans le processus de la transition agroécologique ; ● La prise en compte de l'agroécologie dans les systèmes de vulgarisation agricole 	<ul style="list-style-type: none"> ● L'accès à une terre sécurisée et d'un équipement de base, surtout pour les femmes et les jeunes ● La maîtrise des techniques et technologies AE ● L'accès aux financements pour soutenir des actions ou produits AE par les institutions financières et bancaires car des fonds existent mais sont de plus en plus axés « climat » et ceux dédiés à l'AE requièrent un accompagnement des Etats et des OP à la maîtrise de leurs procédures d'accès (Agroecology fund, FEM, fonds de l'ARAA, de la BMZ, de l'AFD) ● L'amélioration des infrastructures de stockage et de conservation adaptées aux produits agricoles notamment l'oignon

Sur l'accès aux marchés des produits issus des systèmes agro écologiques,

FACTEUR DE RÉUSSITE	DÉFIS
<ul style="list-style-type: none"> ● La prise de conscience des consommateurs sur l'importance d'une alimentation saine ● Le développement de marchés de niche pour les produits agroécologiques ; ● L'existence des initiatives de labélisation des produits agroécologiques <p>Les leçons de la crise sanitaire (COVID 19) liées à la fermeture des frontières</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● La faiblesse des débouchés commerciaux pour les productions AE ● Les expériences réussies de commercialisation de produits issus des systèmes AE concernent les « classes aisées » (marchés de niche) nécessitant le besoin de massifier la consommation de ces produits ● La faible visibilité des produits AE et leur méconnaissance par les consommateurs, notamment de ce qu'est la production AE



- Insuffisance des infrastructures de conservation
- Irrégularité de l'offre (difficulté d'échelonnement) dû à la saisonnalité des produits AE
- Des contraintes de production qui limitent l'offre alimentaire en produits AE et rend difficile la satisfaction de la demande en produits AE
- Difficulté à consolider les quantités de produits AE, faible stratégie de groupements d'achat etc. pour montrer la capacité des produits AE à fournir des volumes.
- Faible organisation des acteurs AE : une meilleure organisation / coordination doit permettre de travailler sur la structuration de filières AE
- Insuffisances des stratégies/-techniques de marketing et de communication-information pour la promotion des produits AE ;

Sur la formation et l'installation des jeunes dans des systèmes AE

<ul style="list-style-type: none"> ● La prise de conscience des Etats et des partenaires de la question agro écologique ainsi que la prise en compte d'initiatives par les plateformes nationales dans les systèmes de formation ● La prise en compte des projets de recherche-action des apprenants dans les centres de formation agroécologique et la formation des producteurs par les producteurs ; L'implication de l'apprenant dans le fonctionnement et les travaux dans les fermes-écoles ainsi que le suivi des apprenants via des groupes WhatsApp 	<ul style="list-style-type: none"> ● La massification des dispositifs paysans existants dans les pays et leur extension vers les pays qui n'en disposent pas ; ● La promotion de la formation en AE au profit des jeunes et des femmes ● L'accès aux ressources publiques et la mobilisation de ressources internes Une meilleure utilisation de canaux d'apprentissage (radios rurales et NTIC) pour la mise à l'échelle des pratiques AE
--	---

Les Politiques publiques sur l'agroécologie en Afrique de l'Ouest,

<ul style="list-style-type: none"> ● La prise en compte de la transition agroécologique dans les agendas internationaux, régionaux et nationaux depuis la COP 17 ● Le lancement au niveau de la région du Programme Agroécologie en Afrique de l'Ouest (PAE) en 2017 par la CEDEAO qui a facilité la mise en place de stratégies/plans d'action AE et/ou de Correspondants Nationaux au sein des ministères ● Une mobilisation des acteurs (institutions, états, bailleurs, OSC, mais aussi de la recherche) sur le sujet de l'AE et des marchés locaux ● La mise en place de cadres de concertation nationale en faveur de l'agroécologie facilitant les dialogues consultatifs multi-acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> ● La prise en compte par les programmes internationaux et cadres de politiques commerciales de l'OMC de l'agroécologie et des besoins des OP ● La traduction des politiques agros écologiques dans des textes réglementaires et législatifs ainsi que leur déploiement et implémentation sur le terrain ● L'orientation des soutiens financiers des Etats aux filières d'exportations non vivrières (cacao, sésame, coton, arachide, etc.) ne favorisant pas la sécurité alimentaire ● Le manque de financements propres dédiés à l'AE.
--	--

III. Principales recommandations du forum

3.1. A l'endroit des organisations internationales et régionales (CEDEAO)

Sur le plan politique

- Engager une renégociation des traités commerciaux-cadre (APE et TEC) pour faciliter le soutien aux filières agricoles vivrières et agroécologiques portées par les OP ;
- Elaborer une stratégie régionale sur l'agroécologie de façon inclusive d'ici 2024 avec la prise en compte de notre note contributive qui vous sera transmise très prochainement ;
- Mettre en place un système d'information sur les marchés territoriaux et d'une base de données pour connaître les réalités et l'évolution des marchés territoriaux (configurations, structurations, transactions, provenance des produits, volumes des produits AE, etc.) ;
- Attribuer un quota de marchés publics alimentaires aux productions agroécologiques des OP auprès de l'ARAA/RRSA ;
- Institutionnaliser une « journée nationale de l'agroécologie » dans chaque pays pour sensibiliser les populations et mobiliser les différents acteurs en saisissant l'opportunité de la DNUAF

3.2. A l'endroit de nos Etats

Sur les systèmes semenciers paysans (semences paysannes, biopesticides, biofertilisants)

- Renforcer les systèmes semenciers paysans pour faciliter l'accès aux bio intrants agricoles (semences paysannes, biopesticides, biofertilisants) par :
 - a. La création d'un registre pour caractériser les systèmes paysans
 - b. Le développement de mécanismes de protection des systèmes paysans
 - c. La définition d'un faisceau de critères pour la qualité des systèmes paysans
 - d. La participation à une campagne continentale de promotion des systèmes semenciers paysans
- Améliorer l'accès sécurisé des OP et notamment des femmes et des jeunes aux ressources de base : semences paysannes, eau, terre
- Mettre les dispositifs de formation paysans au centre des politiques publiques de formation à l'agroécologie
- Financer le conseil agricole et les dispositifs de recherche-action et de mesure des impacts de l'AE
- Renforcer la collaboration entre OP, centres de recherche et entrepreneurs privés et/ou jeunes notamment, pour la fabrication des bio-intrants et la préservation des semences paysannes : homologuer les produits pour permettre de les commercialiser, taxer l'importation des produits phytosanitaires

Sur la production ASPH

- Renforcer les capacités techniques et en équipements de base des acteurs engagés dans l'agroécologie
- Soutenir l'accroissement de l'offre de produits AE pour répondre à la demande
- Travailler à une intégration étroite entre élevage et agriculture
- Soutenir la mise à l'échelle des pratiques réussies par une forme de mutualisation des connaissances

Sur l'accès aux marchés des produits issus des systèmes agroécologiques,

- Accompagner la mise en place de chartes de production (règles communes) et des systèmes participatifs de garantie pour assurer la confiance des consommateurs
- Accompagner la subvention des SPG comme mécanisme d'accès aux marchés des produits agroécologiques
- Attribuer un quota de marchés publics alimentaires aux Organisations paysannes pour la constitution des stocks alimentaires nationaux

Sur la formation et à l'installation des jeunes dans des systèmes agroécologiques

- Soutenir les dispositifs d'accès à l'installation des jeunes en agroécologie
- Accompagner le renforcement de l'université paysanne du ROPPA pour promouvoir l'AE dans tous les pays :
 - a. Soutenir l'extension des centres de formation en AE dans tous les pays
 - b. Assurer l'installation et la massification des fermes de formation AE
 - c. Allouer des ressources financières publiques pour la formation et installation des jeunes
 - d. Mutualiser et mobiliser différents supports de formation et de communication (radio communautaires, NTIC (YouTube, tiktok...))
- Engager les réformes des systèmes nationaux de formation pour intégrer l'Agroécologie dans les curricula de l'enseignement supérieur pour la formation des cadres supérieurs, de concepteurs de politiques et de dispositifs de formations et de conseils

Sur les politiques publiques sur l'agroécologie en Afrique de l'Ouest,

- Elaborer des stratégies nationales sur l'agroécologie de façon inclusive d'ici 2024 assorties de plans d'action
- Mettre en place un pourcentage minimum de financement agricole destiné à l'agroécologie et aux filières vivrières dans le budget des Etats
- Promouvoir la transition agroécologique par la valorisation des productions agroécologiques à travers différents mécanismes : taxation et TVA, prix de revente, achats publics, sensibilisation du consommateur, etc.



3.3. A l'endroit de nos organisations paysannes :

Sur la formation agricole

- Renforcer l'Université paysanne du ROPPA dans la promotion de l'AE dans tous les pays par
 - a. L'extension des centres de formation en AE dans tous les pays
 - b. L'installation et la massification des fermes de formation AE
 - c. La mobilisation de ressources financières publiques pour la formation et installation des jeunes
 - d. La mutualisation et mobilisation des différents supports de formation et de communication (radios communautaires, NTIC (YouTube, tiktok...))
- Engager les réformes des systèmes nationaux de formation pour intégrer l'Agroécologie par un plaidoyer pour l'intégration de l'AE dans l'enseignement de base et dans les instituts publics et privés de formations des agents techniques de terrain
- Développer une plateforme numérique de partage de connaissances
- Augmenter les visites et les échanges entre pairs
- Développer un réseau de fermes écoles / centres de formation / universités paysannes inter-OP pour capitaliser et mieux valoriser les connaissances générées

Sur la commercialisation des produits agroécologiques

- Développer une stratégie de commercialisation des produits AE, avec une démarche de distinction / différenciation de ces produits par rapport aux produits conventionnels ».
- Développer des relations commerciales entre producteurs et commerçants pour garantir une rémunération juste des producteurs et un prix juste aux consommateurs,
- Communiquer/sensibiliser les consommateurs sur les produits agroécologiques (foires paysannes, dégustation etc.)
- Repérer collectivement 2 ou 3 initiatives probantes dans la sous-région qui promeuvent la commercialisation des produits AE et l'économie circulaire, portés par des membres de la 3AO, et capitaliser dessus (3AO) et étudier à leur mise à l'échelle pour nourrir le plaidoyer et la proposition aux politiques.

Sur les politiques publiques sur l'agroécologie en Afrique de l'Ouest,

- Réaliser des capitalisations pour soutenir les plaidoyers en faveur de l'agroécologie
- Développer des mécanismes de suivi des politiques agricoles afin de disponibiliser des évidences pour des politiques agricoles plus sensibles à l'agroécologie

3.4. A l'endroit des Collectivités locales

Sur le plan politique

- Renforcer les cadres de dialogue dans les territoires (communes, régions) pour le développement de l'agroécologie dans les marchés territoriaux ;
- Intégrer l'agroécologie dans les plans communaux de développement ;
- Attribuer un quota de marchés publics alimentaires aux Organisations paysannes notamment dans l'approvisionnement des cantines scolaires.

IV. Engagements du forum

Les délégués au forum régional sur l'agroécologie tenu à Bissau, ont pris les engagements suivants :

- Mobiliser des alliances avec les organisations de la société civile pour engager des actions de dénonciations du monopole des firmes transnationales
- Renforcer les capacités de nos organisations paysannes sur la maîtrise des outils juridiques alternatifs pour la démocratisation de la circulation/commercialisation et de l'accès aux intrants naturels, y compris les fertilisants, les produits phytosanitaires et les semences paysannes
- Encourager la recherche-action et la recherche paysanne au sein de nos exploitations familiales
- Développer une plateforme numérique de partage de connaissances pour produire et diffuser des évidences sur l'agroécologie afin de soutenir les « échanges paysans à paysans ».

V. Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a commencé avec la lecture de la déclaration du forum (voir annexe) par le coordonnateur de l'alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'ouest suivi des interventions des autorités.

Le premier à prendre la parole, M. Alanso FATY, Président de la plateforme nationale de la Guinée Bissau, a salué l'assiduité des différentes délégations aux travaux, la pertinence des conclusions qui vont certainement contribuer au renforcement de la dynamique de la transition agroécologique en Afrique de l'ouest et en Guinée Bissau en particulier. Il a remercié l'ensemble des participants, les organisateurs qui ont honoré son pays et leur plateforme à travers la tenue du forum à Bissau. Il a souhaité un bon retour aux participants dans leurs pays respectifs avant de passer la parole au Président du comité de pilotage de 3AO.



Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest

En prenant la parole M. Ibrahim COULIBALY, président du comité de pilotage de 3AO a félicité tous les participants et particulièrement les partenaires techniques et financiers qui sont restés engagés durant les quatre jours de travaux et souhaité que cet engagement se renforce davantage à travers la mobilisation de ressources financières conséquentes pour accompagner la mise à l'échelle des initiatives agroécologiques en Afrique de l'Ouest. Il a particulièrement remercié la CEDEAO qui a travers l'ARAA a facilité la tenue de ce forum avec son programme agroécologique financé par l'union européenne et l'agence française au développement (AFD). Aussi, il a appelé tous les acteurs notamment les membres de 3AO à s'impliquer d'avantage aux activités de l'Alliance pour booster la transition agroécologique

en Afrique de l'Ouest. Il a terminé en remerciant tout le monde pour les présentations, les échanges, la logistique, la traduction permettant ainsi de réussir l'organisation du forum dont il espère que le Président EMBALO se saisira des conclusions afin de porter « le combat de l'agroécologie auprès de ses pairs de la CEDEAO » pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Pour le FIDA, représentant les partenaires techniques et financiers, l'agroécologie présente un intérêt particulier car elle constitue une solution aux crises que traverse la région ouest africaine en particulier et le monde en général. C'est pourquoi, les partenaires techniques de par sa voix réaffirment leur disponibilité pour accompagner la dynamique de la TAE en Afrique de l'ouest.

Le représentant de la CEDEAO a souligné que le forum a connu un niveau élevé de participation permettant ainsi d'aboutir à des conclusions pertinentes et inclusive pour lesquelles la CEDEAO apportera une attention particulière d'autant qu'elle est partie prenante de l'organisation de cet événement et des échanges. Elle a félicité les organisateurs, les autorités nationales avant de saluer la présence du Directeur exécutif du HUB RURAL qui au regard de son implication dans l'élaboration des politiques agricoles régionales de la CEDEAO a été une personne ressource qui fortement a contribué à la formulation des différentes propositions. En conclusion, il s'est dit très heureux de la qualité des réflexions et réitère la disponibilité de la CEDEAO à jouer sa partition dans la mise en œuvre des recommanda-

Avant d'annoncer la clôture du forum au nom du Ministre de l'agriculture de la Guinée Bissau, le Directeur de l'agriculture a salué la réussite de cet important événement, rassuré la disponibilité des plus hautes autorités de son pays à accompagner la dynamique de la transition agroécologique et à porter « le combat de l'agroécologie auprès de ses pairs de la CEDEAO. Il a exprimé la reconnaissance de son pays pour l'honneur qui leur a été accordé à travers l'organisation du forum dans leur pays, la place qui leur a été accordé pour faire connaître leur pays, souhaité bon retour aux participants avant de déclarer clos le forum sous les applaudissements des participants.

Annexes

| Déclaration

| Liste de présence

Déclaration de Bissau sur la transition agroécologique



Nous, les 180 participantes et participants, provenant de 19 pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, membres d'organisations paysannes, de la société civile, représentants des services publics des Etats membres de la CEDEAO, partenaires techniques et financiers engagés dans la transition agroécologique, réunis dans le cadre du forum régional sur l'agroécologie organisé par l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'ouest (3AO) à Bissau du 10 au 13 Décembre 2022 dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme Agroécologie de la CEDEAO (PAE) déclarons ce qui suit:

Constatant la complexité et l'ampleur des différentes crises alimentaire, sécuritaire, sanitaire, climatique, environnementale et de la flambée des prix des intrants agricoles de synthèse qui mettent en péril des millions d'exploitations agro-sylvo pastorales et halieutiques (ASPH) ; Inquiets par rapport aux incertitudes et contraintes engendrées par les effets des crises climatiques de plus en plus sévères, en termes de dégradation massive des ressources naturelles, de perte de fertilité des sols et d'érosion de la biodiversité (cultivée, élevée ou sauvage), et leurs impacts sur la souveraineté alimentaire de la région ;

Préoccupés par l'utilisation abusive des intrants chimiques de synthèse et à la persistance des politiques de promotion d'une agriculture tributaire de ces intrants ;

Consternés par la lenteur de la mise à l'échelle des solutions avérées de l'agroécologie au sein des politiques de développement ;

Convaincus que l'agroécologie, en tant qu'approche holistique de transformation positive des systèmes alimentaires, constitue une réponse viable, urgente et nécessaire pour relever les défis auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée, en favorisant la diversité végétale et animale, en stimulant les synergies entre différentes espèces et en promouvant l'équité sociale, a la capacité d'optimiser la résilience des territoires, tout en assurant des revenus décents et en préservant les ressources naturelles et en atténuant les effets du changement climatique,

Reconnaissant le rôle crucial joué par les femmes et les jeunes dans la transition agroécologique ;

Rappelons la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ;

Appelons nos institutions régionales et nos Etats à élaborer et à soutenir la mise en œuvre de stratégies de mise à l'échelle de l'agroécologie pour mettre en œuvre des solutions structurelles permettant la résilience de nos systèmes alimentaires et une véritable relance économique et sociale durable des communautés locales et des pays de la région ;

Invitons la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS et les autres institutions régionales ainsi que nos Etats à soutenir la mise en place à court, moyen et long terme de mécanismes de financement adaptés aux besoins des exploitations ASPH, à assurer l'effectivité et l'efficacité des instruments de politiques majeurs comme le Fonds Régional pour le Développement Agricole (FRDA), le Fonds Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation (FRAA) et la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) et à inclure dans les budgets nationaux les moyens nécessaires pour soutenir la transition agroécologique;

Invitons le secteur privé, les organisations de consommateurs et la population à jouer chacun pleinement un rôle actif pour accompagner la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest ;

Demandons aux partenaires techniques et financiers (PTF) d'apporter dans les meilleurs délais un appui substantiel, multi-forme, adapté et flexible aux acteurs engagés dans la transition agroécologique



pour assurer la formation et l'encadrement d'une masse critique de jeunes femmes et hommes, et participer à la cocréation des innovations afin de booster les systèmes de production agroécologiques et de meilleures conditions d'accès aux marchés.

Demandons des politiques et des stratégies transparentes, plus ambitieuses, plus cohérentes, plus inclusives, et plus appropriées pour soutenir la dynamique de transition agroécologique



Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest

Nous, les 180 participants et participantes au forum régional sur l'agroécologie :

Nous nous engageons dans la transition agroécologique dans toutes ses dimensions économiques, environnementales et sociales. En particulier, nous nous engageons à promouvoir les systèmes semenciers paysans, sensibiliser les consommateurs, former les jeunes et les femmes qui constituent le fer de lance pour la promotion de l'agroécologie et participer aux cadres de concertation multi-acteurs pour une meilleure prise en compte de l'agroécologie dans les priorités de développement à tous les niveaux ;

Nous travaillerons ensemble à institutionnaliser l'organisation d'un forum régional sur l'agroécologie en vue de mettre en valeur les solutions générées par les acteurs de terrain face aux différentes crises et à explorer leurs dynamiques de mise à l'échelle dans le cadre des politiques nationales et régionales de développement du secteur ASPH et d'améliorer les collaborations avec les institutions nationales et régionales et les partenaires au développement ;

Nous mettrons en œuvre une campagne de sensibilisation, de suivi et d'interpellation des décideurs politiques au niveau national et régional sur la mise en œuvre des engagements pris aux niveaux national, régional et international et les recommandations de ce forum pour développer des solutions politiques structurelles permettant de renforcer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires.

Enfin, nous nous engageons à élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer un plan d'actions pour l'opérationnalisation des conclusions et autres produits issus de ce forum avec la participation effective de tous les acteurs impliqués dans la dynamique de transformation agroécologique.

Fait à Bissau le 13 décembre 2022

